Politique sociale

Caritas décrète urgente l'aide aux familles monoparentales

L'organisation dévoile une étude sur la réalité de ces familles, dont 16,5% sont pauvres. Elle tente de mettre la pression sur Berne

Lise Bailat Berne

Quel est le quotidien des familles monoparentales en Suisse? Comment expliquer que plus de 30 000 d'entre elles vivent en situation de pauvreté? Caritas Suisse a mandaté l'Université de Berne pour mener une étude quantitative à ce sujet. Elle en a présenté les résultats hier, accompagnés d'un papier de position. Car la lutte contre la pauvreté qui touche cette catégorie de la population devient urgente à ses yeux.

En quarante-cinq ans, le nombre de familles avec enfants dont les parents ne vivent pas ensemble a plus que doublé en Suisse. Or elles sont quatre fois plus concernées par la pauvreté que les familles «traditionnelles». La plupart des parents seuls (la mère dans 86% des cas) travaillent. Cependant, «il y a quatre fois plus de working poor dans les familles monoparentales que dans l'ensemble de la population», note Bettina Friedrich, responsable de la politique sociale auprès de Caritas Suisse.

Une bombe à retardement

L'étude bernoise explore la réalité de ces familles, donnant des clés pour les aider de manière ciblée. Onze entretiens ont été menés à Lausanne et dans les cantons de Berne et de Zurich et trois experts interrogés. Résultats? Les familles monoparentales ont certes des problèmes financiers: le parent doit souvent travailler à temps partiel, dans des emplois mal ou peu rémunérés. Mais des problèmes structurels empirent la situation: les emplois occupés, bien que mal payés, demandent souvent une flexibilité accrue. Horaires irréguliers, heures supplémentaires, le stress est énorme et risque d'engendrer des soucis de santé. Et qui dit maladie dit nouvelles charges.

> «Il y a quatre fois plus de working poor dans les familles monoparentales que dans l'ensemble de la population»
>
> Bettina Friedrich
> Responsable du Service politique sociale de Caritas Suisse

Caritas Suisse pointe encore un autre aspect du problème: le logement. Beaucoup de parents interrogés dans l'étude racontent avoir un loyer trop cher pour leur budget. Mais il leur est impossible de déménager sans menacer toute leur organisation. «C'est un véritable engrenage», résume Michèle Amacker, co-auteure de l'étude, qui regrette au passage de ne pas avoir eu l'occasion d'interroger des pères célibataires, les candidats ayant refusé.

Agir sur les structures

Et maintenant? Caritas Suisse liste des mesures à destination du politique. Mais elle doit bien constater que la partie est mal emmanchée. Après l'échec de l'article constitutionnel sur la famille, en 2013, la marge de manœuvre de la Confédération s'est rétrécie. La révision des règles en matière d'entretien de l'enfant vient de se terminer au parlement. Caritas Suisse dénonce une occasion manquée. Il aurait fallu inscrire un montant minimal d'entretien dans la loi, harmoniser la pratique des cantons, mieux régler les situations de déficit.

Sur la base de sa nouvelle étude, envoyée à tous les élus fédéraux, elle se tourne donc vers l'aspect structurel du problème. Crèches plus accessibles, bons de garde pour grands-parents, congés sabbatiques en cas de surcharge, loyers modérés: «Il faut être courageux et tester de nouveaux modèles», estime Bettina Friedrich.

«Il faut agir avant de ne plus maîtriser le problème»

U Directeur emblématique de Caritas Suisse, l'ancien conseiller national fribourgeois Hugo Fasel estime que le monde politique ferme les yeux sur la situation des familles monoparentales, alors qu'elles sont directement et de plus en plus touchées par la «nouvelle pauvreté». Une bombe à retardement, selon lui.

Hugo Fasel
Directeur de Caritas Suisse

Avec votre nouvelle étude, qu'avez-vous appris que vous ne saviez pas encore?

Jai encore mieux compris le stress énorme que subissent ces femmes qui sont à la tête d'une famille monoparentale. Parce que l'enfant exige souvent une structure rigide. Il doit être à telle heure à l'école ou à la crèche. Il doit manger à midi. Le soir, il faut aller le chercher de manière ponctuelle aussi. Bref, c'est une organisation très rigide. D'autre part, ces mères célibataires travaillent dans des secteurs souvent peu rémunérés, mais qui demandent une flexibilité extraordinaire. C'est incompatible!

Quelles solutions préconisez-vous?

Nous proposons une mesure déjà réalisée dans quatre cantons: ce sont les prestations complémentaires pour familles. Genève, Vaud, Soleure et le Tessin les pratiquent déjà. Nous demandons aux autres cantons d'adopter cet instrument, qui a fourni de très bons résultats. Ensuite, pour répondre aux deux systèmes – rigide et flexible –, nous demandons aussi des heures d'ouverture plus souples des crèches, la création d'un réseau autour de l'enfant afin de soutenir le parent, et davantage d'investissements dans l'éducation précoce.

Vous présentez des revendications nationales, alors que les communes et les cantons sont en charge du social. Ne vous trompez-vous pas d'interlocuteur?

Nous sommes face à un défi important. Aujourd'hui, le thème de la pauvreté en Suisse est organisé au niveau communal et cantonal, c'est vrai. Mais plus la pauvreté augmente, plus elle concerne aussi la Confédération. D'ici quelques années, la Confédération devra s'engager, sinon nous ne maîtriserons plus le problème de la pauvreté. On sait qu'un enfant qui grandit dans une famille pauvre a plus de probabilités d'être pauvre à son tour une fois adulte. Donc investir aujourd'hui en faveur de l'enfant qui vit dans une famille monoparentale, c'est économiser pour l'avenir.

Les femmes médecins rattrapent les hommes

Elles représentent la moitié du corps médical dans les hôpitaux. Et sont de plus en plus nombreuses à obtenir des postes dirigeants

Dans les hôpitaux suisses, les hommes continuent à dominer les plus hauts échelons de la hiérarchie en occupant 70% à 80% des postes de cadres et de chefs de service. Mais les femmes, qui représentent la moitié du corps médical hospitalier, commencent à combler leur retard. En effet, de 2010 à 2013, elles ont décroché davantage de postes dirigeants que les hommes.

Le nombre de femmes médecins cadres a augmenté de 47,3%, tandis que celui de leurs homologues masculins n'a progressé que de 23,7%. La même tendance est observable parmi les chefs de clinique ou encore le personnel des services logistiques et techniques, note l'Office fédéral de la statistique (OFS).

En revanche, les domaines traditionnellement féminins sont de plus en plus investis par des hommes. Ainsi, le personnel soignant a vu ses effectifs masculins croître de 12,5% entre 2010 et 2013, alors que ses effectifs féminins augmentaient de 5,2%. Toutefois, 85% du personnel infirmier des hôpitaux est encore représenté par des femmes. En outre, certaines professions essentiellement féminines, comme les sages-femmes ou les diététiciens, ont perdu leurs représentants masculins.

Enfin, le nombre de médecins étrangers est en croissance dans les hôpitaux. Cette tendance est plus marquée dans l'est du pays, où la part des médecins suisses est de 53,3%, alors qu'elle est de 71,2% dans la région lémanique. Les médecins étrangers viennent en premier lieu d'Allemagne. J.MT/ATS